

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Bresil-2003-Recession-augmentation-de-la-dette-et-du-chomage-chute-de-la-consommation-le-tout-sur-les-bons-conseils-du-FMI>

# **Brésil 2003 : Récession, augmentation de la dette et du chômage, chute de la consommation, le tout sur les bons conseils du FMI**

Date de mise en ligne : lundi 1er mars 2004

- Les Cousins - Brésil -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

L'économie du Brésil a baissé de 0.2% l'année passée pour avoir suivi les bons conseils du Fonds Monétaire International. Une fois de plus on a prouvé que la recette du FMI mène droit à la récession et à l'augmentation du chômage. Voilà ce qui est arrivé au Brésil "pro marché" de Lula.

**Par Claudio Scaletta**

[Página 12](#), 28 février le 2004

[Leer en español](#)

La chute de 0.2% du Produit Interne Brut en 2003 a mené l'économie brésilienne à son pire exercice depuis les 11 dernières années. Le virement orthodoxe de Luiz Inácio Lula da Silva et les flatteries aux organismes financiers internationaux, non seulement n'ont pas été suffisants pour conjurer le poids de l'endettement public mais l'ont aggravé. Après avoir augmenté de 3 points l'an dernier, la dette représente déjà 58.2% du PIB. Les politiques "pro marché" qui ont réveillé l'enthousiasme pour "le réalisme" du président ouvrier, ont en effet produit, en échange, l'effet annoncé par beaucoup d'économistes : la détérioration de l'économie réelle, l'effondrement du revenu et la consommation et l'augmentation du chômage.

La chute du PIB a été reconnue la veille par l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE). En accord avec l'organisme public, le résultat négatif est dû à la combinaison de hauts taux d'intérêt pour contrôler l'inflation et à la baisse de la consommation des familles, qui est tombée de 3.3%, provoquée tant par la chute du revenu par habitant de 1.5% que par l'augmentation du chômage.

Toujours selon l'IBGE, le résultat n'a pas été plus mauvais grâce aux bons résultats de l'agriculture et des exportations, qui ont crû de 21.1% en 2003. Autrement dit, l'économie brésilienne n'a pas pu croître malgré les conditions extrêmement favorables du contexte international.

Durant la campagne électorale de 2003, Lula avait promis que sous sa gestion, le pays grandirait à nouveau avec taux annuels d'une moyenne de 5%. Les ambitions ont été réduites à 3% peu de temps après son arrivée. Finalement, le résultat négatif de 0.2% de l'année fut le plus mauvais depuis 1992, quand le PIB est tombé de 0.54%.

Une fois de plus, les chiffres définitifs de l'économie s'avèrent plus marquants que les lectures idéologiques de ceux qui se sont enthousiasmés par la réponse du gouvernement du Parti des Travailleurs aux demandes du FMI. L'effort gestuel d'augmenter volontairement l'excédent fiscal du 3.9 à 4.3% du PIB a été loin d'offrir les résultats attendus. Il n'a ni amélioré la situation de la dette, ni a profité aux activités productives. En contrepartie, les profits du secteur financier sont arrivés à des niveaux record.

La vieille recette du FMI de combattre l'inflation par l'augmentation des taux d'intérêt, "a échoué" dans tous les pays qui l'ont appliquée, et a seulement servi à l'entrée de capitaux spéculatifs qui ont profité des taux à court terme réels (déduits les effets de l'inflation de 9% durant l'année) au-dessus de 7%, un des niveaux plus hauts que le monde.

Ce flux de capitaux, indispensable pour que le pays puisse maintenir le refinancement constant de sa dette, a été favorisé par la liquidité et les taux bas dans les économies centrales. Un changement dans la scène financière internationale, avec des taux plus élevés, pourrait alors avoir des effets imprévisibles.

Les nécessités de financement du secteur public arrivent déjà à 5% du PIB, 13% de plus qu'en 2002. On doit considérer, en plus que à court terme, le Brésil doit faire face à d'importantes échéances de sa dette. Parmi les critiques internes, il faut souligner celles provenant de l'alliance qui a porté Lula au pouvoir.

Outre celles de ses compagnons de la CUT, qui simplement l'interrogent sur l'abandon du programme qui l'a porté à la présidence, les chefs d'entreprise locaux soutiennent que l'actuel niveau de taux d'intérêt s'avère "incompatible avec la croissance durable". Les données de l'emploi pour cette année ne sont pas plus encourageantes. Après avoir légèrement remonté durant les deux derniers mois de 2003, on a su hier qu'en janvier 2004 le chômage a monté de 0.8 points pour atteindre 11.7% de la population économiquement active.

En tout cas, après les expériences d'Argentine et du Brésil, les analystes devront prêter beaucoup plus d'attention aux recommandations positives du FMI. L'histoire - non comme science mais comme instrument de contraste empirique - indique que le résultat des prévisions de l'organisme est toujours inverse.

**Traduction pour El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi